

ABONNEMENT

Un an :
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus

Libellez les chèques à
 l'ordre de :

CDES
CCP 3 087 21 H
Toulouse

Tout contact avec le journal :

CNT-AIT
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

Les articles et des
 informations en ligne

sur le site de Toulouse :
<http://cnt-ait-toulouse.fr>

sur celui de Paris-N^d :
<http://cnt-ait.info>

et sur celui de Caen
 (avec un forum)
<http://cnt.ait.caen.free.fr/>

Secrétariat régional
 Midi-Pyrénées

CNT-AIT,
BP 158 82001
Montauban Cédex

cnt.ait.region.montauban@no-log.org

Autres adresses :
 Secrétariat de l'AIT
 AIT, NSF boks 1977, Vika,
 N-0121, Oslo, Norvège

Ce journal est rédigé, mis en page,
 assemblé par des militants, salariés
 ou chômeurs.

Comme de l'eau de roche...

Mais où sont-ils ces pompiers de mai dernier qui ont éteint la colère légitime du peuple floué par la bourgeoisie ? Où sont ceux qui nous ont alors sommés d'attendre les offensives patronales pour que nous ayons le droit de nous défendre ? Où étaient-ils cet été ? Où sont-ils maintenant ?

Les choses se clarifient néanmoins, la main gauche socialiste du capitalisme pactise avec son homologue de droite afin de préserver la technocratie contre les intérêts des pauvres. Rien de nouveau sous le soleil en somme, si ce n'est qu'elle officialise clairement sa position. Et si son rôle était de nous faire croire que la social-démocratie pouvait être sociale, elle illustre aujourd'hui le gouffre qui sépare la nomenklatura élitiste dirigeante avec les hommes et femmes de la rue que nous sommes. Nous le savions déjà : les affrontements réels ne sont pas de gauche à droite, mais bien de bas en haut !

Et ceux là, cadres et dirigeants des syndicats représentatifs, qui nous promettent qu'il " va y avoir du sport " ? N'était-ce pas la même chose qu'ils avaient promis lors des précédentes rentrées ? Ne sont-ils pas les mêmes que ceux qui, l'an passé livraient les jeunes prolétaires révoltés aux forces de l'ordre, ceux-là encore qui ont stoppé l'offensive contre le CNE, ceux-là qui organisent, régulent, empêchent tout débordement qui pourrait, même vaguement, ébranler le système ! Du sport avec eux... vous plaisantez ! Tout au plus quelques défilés sans remise en question des maux fondamentaux dont nous souffrons, pour nous faire croire qu'une controverse réformiste est possible. Tout au plus un amusement pour les puissants qui s'en rient autant qu'ils s'en foutent, un simulacre de contestation sans portée et sans avenir.

Nous n'avons rien à attendre des bourgeois et des dirigeants de tous poils, si ce n'est qu'ils conservent leurs avantages sous couvert de contestation. Cela a toujours été et sera tant que nous laisserons du crédit à ces arrivistes déguisés en défenseurs des opprimés.

Et pendant ce temps le fossé se creuse, les riches sont riches, très riches, les pauvres trop pauvres. Ils n'apparaissent plus, on les cache, on les masque et on les bâillonne : exclusions massives du RMI, traque vicieuse des SDF dans les centres villes, emprisonnements à la chaîne pour "ceux d'en bas", déportations massives des travailleurs et des familles sans-papiers, etc.

La bourgeoisie punit ceux qui ne se soumettent pas, et écrase ceux qui ne se soulèvent pas. Elle instaure la terreur et la société de contrôle des individus et des pensées, divise les exploités par des manœuvres politiques fallacieuses. C'est clair comme de l'eau de roche.

Alors plutôt que de subir misérablement, la tête baissée, remettant à d'autres le sort de nos vies, contre les brimades et les oppressions quotidiennes, il y a une question de dignité. Si nous voulons des étoiles dans nos vies, il faut aller les chercher. D'eux, nous n'attendons rien. Assez de se satisfaire des miettes de leurs dîners fastueux, maintenant, il faut reprendre le fruit de NOTRE travail et de NOS efforts.

Alors après le ras le bol, il nous reste le raz de marée, social, vivant, et libertaire.

Mettons un revers sévère à ceux qui nous exploitent, nous instrumentalisent et nous trahissent. Ne laissons aucune chance à ces canailles de se relever de la déconvenue que nous allons leur infliger ! Présents et militants, travaillons à impulser partout où nous le pouvons, parmi et avec la foule immense des exploités, un autre futur.

L'avenir ? Allons le chercher !

De la résistance à la révolution

DE L'ÉTAT PROVIDENCE A L'ÉTAT POLICIER

S'il est vrai que l'histoire a besoin de repères, les conditions des dernières élections présidentielles et législatives constitueront certainement un de ceux-là. Cet épisode met en effet en lumière certaines particularités de la période que nous traversons.

La fin du "compromis historique" issu de 1944 (sur la base du programme du Conseil national de la résistance), semble scellée, cela avec des effets sociaux qui dépassent largement les frontières du territoire français. Ces prochaines années le capitalisme voudra continuer son oeuvre de remise en question des retraites, de la sécurité sociale, de l'éducation pour tous, enfin de tout ce qui constituait le mythe de l'État Providence.

En parallèle les conditions de travail, soumises à une concurrence mondiale de plus en plus importante, vont continuer de se dégrader. La sécurité de l'emploi ne sera plus qu'une exception et la précarité sociale sera la règle. Le petit monde politicien se charge de nous faire avaler tout cela grâce à des discours qui transforment cette régression en un petit spectacle quotidien. L'état sarkozyste est bien le produit de cette situation. Tout comme il y a un siècle, quand les partis de gauche ralliaient l'Union sacrée*1 pour envoyer à la boucherie la jeunesse prolétarienne, l'opposition politique soit intègre le gouvernement, soit adopte ses thèses.

L'unanimité des élites que nous observons aujourd'hui s'est d'abord construite sur la thèse sécuritaire débouchant sur la mise en place, sous prétexte de faits divers, d'une gestion policière des populations et de leur contrôle dans le cadre d'une politique liberticide. Ce n'est pas autre chose

que l'expression exacerbée du couple État-Capital, c'est-à-dire du binôme d'exploitation, qui régit cette société. Les seuls "services publics" étatiques appelés à se développer dans ce contexte (sans que l'on s'occupe, en ce qui les concerne, de savoir s'ils sont déficitaires ou non) sont les secteurs du contrôle et de la répression. Ce

n'est pas pour rien : le pouvoir a appris que l'histoire est toujours en marche, et que rien n'est acquis. En développant les forces répressives il tente de se donner les moyens de faire face à des luttes révolutionnaires.

Mais le mouvement émancipateur en a vu d'autres, et toujours il a pu renaître de ses cendres. En fin de compte, les émeutes du 6 mai puis la vague abstentionniste des législatives démontrent, si besoin en était, la perte d'adhésion populaire aux mystifications du système.

AUTOORGANISATION DE LA RESISTANCE...

Dés lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que, sur le terrain, les militants de la CNT-AIT se sentent en symbiose avec des fractions de plus en plus large de contestataires. Depuis les émeutes des banlieues en 2005, et plus massivement depuis le mouvement contre le CPE, une autre génération, qu'on a pu voir le 6 mai, est entrée dans la



carrière avec une telle force que tous les "révolutionnaires médiatiques" s'en sont trouvés dépassés.

Tout ceci n'est pas sans conséquence dans les entreprises. Les travailleurs les plus conscients se méfient des structures représentatives et mettent en place, ça et là, des formes d'auto-organisation qui laissent sur la touche les syndicats largement discrédités - et pour cause. Des affichettes, des tracts, des actions, initiés par quelques salariés trouvent dans un contexte adéquat très rapidement un large écho dans les boîtes. Pour ne citer que Airbus, SFR ou Promo-Accueil, à chaque fois la direction, consciente de ce risque, a dû monter au créneau en écrivant personnellement à chaque salarié. Enfin, ce ne sont pas simplement des revendications matérielles qui émergent, mais aussi l'expression d'un pro-

fond écoeurement ; ce qui laisse la place à des considérations plus qualitatives et à des prises de conscience.

La solidarité qui s'est organisée cet été autour des sans-papiers est un bel exemple. Ainsi, à Foix, petite préfecture de 10 000 habitants, une réunion d'information qui visait à dénoncer des expulsions a réuni 300 personnes. Elle s'est transformée en manif spontanée, en plein mois d'août, vers la préfecture. Dans toute la France, des actes d'entraide concrets, ont empêché de nombreuses expulsions. Plus significatifs encore, les événements survenus le week-end du 8 septembre 2007 à Aubervilliers marquent une étape dans la jonction des luttes populaires. C'est l'attitude des jeunes du "93", ceux précisément dont les officines gauchistes disent qu'ils n'ont pas de conscience politique, qui ont fait reculer l'État. Une compagnie de CRS, venue matraquer des femmes et des enfants pour les déloger de leur campement devant une école, a reçu l'ordre de se replier, devant le risque que les actes de solidarité de la jeunesse de cette banlieue ne débordent sur une nouvelle révolte. Le gouvernement a reculé. L'État commence à mesurer la combativité de toute une génération.

...ET COMBAT IDEOLOGIQUE

Constatons d'abord que presque toutes les révolutions, à l'exception notable de l'Espagne 36, ont eu lieu en l'absence d'organisation révolutionnaire de masse. Mais elles ont toujours eu lieu dans un contexte et dans un milieu culturel caractéristique.

C'est ce contexte qui est important à évaluer, plus que le nombre de membres de telle ou telle faction. Pour nous, le moment est plus que jamais à dénoncer les mythes fondateurs du capitalisme et de l'État, le travail, le nationalisme, le sécuritarisme... Cette remise en cause globale, qui permet de

saper les piliers du système et aussi de fédérer les résistances qui vont se faire jour de plus en plus nombreuses, est forcément d'ordre idéologique.

Ni représentative de qui que ce soit d'autre que d'elle-même, ni clandestine, la CNT AIT se propose d'assumer très clairement et ce à n'importe quel niveau cette priorité.

Aux mythes du pouvoir, la CNT-AIT oppose ses valeurs, celles du communisme libertaire !

Z.

_1: Après avoir défendu la position inverse, dès le déclenchement de la guerre de 14, les leaders de gauche, malgré une forte opposition populaire, se joignirent à la droite, dans une "Union sacrée" contre "les bôches".

QUESTIONS DE SOCIÉTÉ

Il n'y a pas de faits divers, il n'y a que des prétextes. Ils les appellent des "questions de société". Paraît que ça change tout.

Comme on fait son "ni" on se couche.

Regardons Fadela AMERA. Après un drame survenu à Marseille (une jeune femme brûlée vive par un homme éconduit) elle crée une association, "Ni putes, ni soumises". Elle a été bien inspirée, Fadela. Elle a eu du nez. Elle est aujourd'hui sous-ministre.

Bâtie sur un double rejet et sur le mépris implicite des femmes ainsi rejetées (ce qui n'a pas empêché les crétins de gauche, féministes ou pas, d'applaudir des deux mains) un tel mouvement ne pouvait mener à autre chose qu'à... la forme la plus banale de la soumission : la soumission au pouvoir, en l'occurrence aujourd'hui à Monsieur Sarkozy.

Les voies du "saigneur"

Cet été (2007), dans une gendarmerie, un gendarme tue son supérieur et ses deux enfants puis se suicide, cela fait quatre morts d'un coup. Un peu plus tard, toujours en France, un car de pèlerins polonais de retour de procession plonge droit dans un précipice : 26 morts ! Les voies du seigneur (qui pour le coup est un vrai seigneur) sont décidément impénétrables ! Quoiqu'il en soit, on aurait pu s'en poser, ici, des "questions de société" : "Est-il prudent de laisser des armes à des gens capables d'assassiner leurs enfants et leur supérieur ?", "Faut-il interdire les activités à haut risque comme les pèlerinages aux vieux et aux handicapés ?"... Bien non, on l'a pas fait. Quelques mots dans les médias, le moins de commentaires possibles, et puis, tournez la page, y a plus rien à voir. Un ou deux morts suffisent à faire pratiquement interdire les "raves party", des dizaines de morts feront favoriser les pèlerinages. Cherchez l'erreur.

Ni casernes ni soutanes

C'est comme ça : il y a des tragédies profitables et d'autres pas, celles qu'on exploite et celles qu'il faut oublier, tout de suite. Après les 4 morts dans la gendarmerie, les 26 dans le ravin, puisqu'on en est au "ni...ni", une association s'imposait : "Ni casernes, ni soutanes"... Mais tout le monde a compris que ça marcherait pas, qu'il y aurait pas de médiatisation, pas de subvention, pas de carrière dans les ministères de la République - et pourtant, ça en éviterait, des morts, un bon mouvement "Ni casernes ni soutanes !".

OAXACA : ABSTENTION RECORD

Les résultats des élections du 5 août 2007 donnent une grande leçon de dignité de la part des *pueblos**1 d'Oaxaca qui luttent et qui résistent. Celle-ci va au-delà des analyses creuses que font les partis politiques à propos de la participation piégée aux élections locales. Pour le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, actuellement au pouvoir) et Ulises Ruiz (le gouverneur), les résultats sont une preuve de l'appui inconditionnel du peuple à son gouvernement.

La coalition "Pour le bien de tous" [PRD-PT-Convergencia] affirme au contraire que l'abstentionnisme est dû à la politique de terreur du gouvernement fasciste d'Ulises Ruiz.

Ces deux positions évacuent la signification évidente de l'échec du processus électoral.

L'énorme abstention, d'environ 73 %, est une manifestation catégorique du mépris que les *pueblos* d'Oaxaca dans leur immense majorité ressentent envers la classe politique de tous les partis. Et il ne peut en être autrement, puisque cette classe politique est la même qui a fait échouer les avancées des *pueblos* d'Oaxaca vers une vie plus juste et plus digne. Les uns (le PRI et le PAN) en appuyant Ulises Ruiz et sa politique répressive, et en protégeant les coupables des crimes contre le mouvement social ; les autres (les partis de la soi-disant gauche, comme le PRD, le PT et Convergencia) en marchandant leur soutien et celui des projets qu'ils représentent en échange de la participation électorale et du vote pour des candidats dont beaucoup sont corrompus, menteurs, mus par l'ambition personnelle.

Oaxaca a changé et rien ne sera plus comme avant. Tandis que la classe politique, tous partis confondus, s'obstine dans son inertie, le vide et la destruction, les hommes et les femmes d'Oaxaca qui luttent et qui résistent ont décidé de s'écarter de ce chemin-là, le chemin électoral truffé de pièges et de frustrations, pour exercer à la place leur droit à la construction active, autonome et libératrice de leur avenir.

Cette inertie de la classe politique est aussi celle des organes de prise de décision du mouvement social que sont la direction de la 22e section (du Syndicat national des travailleurs de l'éducation) et le Conseil (de l'Etat d'Oaxaca) de l'APPO. Ils reçoivent aujourd'hui

une leçon magistrale. Pourvu qu'ils en tirent profit ! Les *pueblos* d'Oaxaca qui avancent dans cette lutte leur ont démontré qu'ils n'étaient pas "les masses", bonne pâte qu'ils peuvent modeler à leur goût et à leur profit. À ce mouvement participent des milliers de femmes et d'hommes simples, avec un cœur en or, mais sûrement pas des naïfs qui acceptent tout sans broncher, et surtout sans participer aux "orientations" décidées par quelques leaders, qui s'obstinent à prendre la tête de ce mouvement, uniquement pour réaliser leurs propres ambitions, personnelles ou de groupe.

Le résultat est que la décision autoritaire et partisane de quelques chefs autoproclamés du Conseil de l'APPO, celle d'appeler à un vote sanction contre le PRI et le PAN pour favoriser les candidats et les intérêts des partis de la soi-disant gauche, a été un échec retentissant. Et cela parce que, à la différence de l'année dernière (y compris concrètement, dans le recours à un "vote-sanction" comme élément supplémentaire de la lutte), ceux qui se veulent des dirigeants ont oublié qu'ils doivent "commander en obéissant", et qu'il est devenu de plus en plus évident que les organes de prise de décision du mouvement suivent un chemin, et les *pueblos* d'Oaxaca un autre. Il semblerait que les seuls moments où tout le monde marche ensemble, c'est pendant les manifs.

Heureusement, dans cette divergence, le chemin qu'ont choisi les gens d'en bas, c'est-à-dire l'APPO légitime, c'est le chemin de l'auto-



détermination courageuse et pacifique. Malheureusement, le chemin prévu par les directions ressemble toujours davantage à celui des partis politiques, et à leur inertie en chute vers le vide.

Beaucoup d'analyses et d'interprétations vont maintenant venir de ceux d'en haut. Ulises Ruiz et le PRI vont décortiquer le processus électoral et justifier ainsi leur projet économique néolibéral et leur politique répressive. De leur côté, les partis de la soi-disant gauche vont divaguer entre la récrimination contre le gouvernement, la récrimination et le chantage voilé envers la population pour n'avoir pas voulu les accompagner sur le chemin électoral, ce qui ne les empêchera pas de les appeler à défendre leurs intérêts, les sept sièges municipaux qui leur garantiraient une source de revenus suffisante pour les trois années à venir.

Oaxaca a changé, et rien ne sera plus comme avant. Le chemin qu'on entrevoit s'écarter aussi bien des institutions du pouvoir corrompu que de la voie des armes. Les deux options ont assiégé de façon provocatrice le mouvement pacifique des *pueblos* d'Oaxaca, et celui-ci n'est tombé dans aucune provocation, bien au contraire il continue à construire lentement, sans découragement ni impatience, son propre chemin inédit vers la libération.

À travers tout l'État, de manière silencieuse, discrète, mais profondément sage et pleine d'aspirations, s'est dégagé un accord pour sanctionner, par l'abstention, toute la classe politique. Car c'est toute

cette classe, tous les partis politiques, qui sont directement responsables des dommages que subissent nos *pueblos*. Cette sanction s'est exercée de diverses manières, depuis l'abstention personnelle jusqu'à l'accord décidé en assemblées de *pueblos*, comme à San Pedro et San Pablo Ayutla, de ne pas permettre l'installation des urnes électorales sur leur territoire.

Le chemin qu'on entrevoit est difficile et fatigant, car à chaque tournant nous guettent les partis de gauche et de droite et les représentants du pouvoir économique ; ils veulent nous faire revenir, au moyen des menaces, des tromperies et des promesses de toujours, au chemin qu'en tant que *pueblos* nous avons décidé de désertier grâce à des initiatives discrètes, personnelles ou communautaires. Et aussi grâce à cette leçon du 5 août, à travers laquelle les *pueblos* d'Oaxaca sont en train de rejeter l'État, le gouvernement et le capital de leurs vies et de leurs territoires de façon courageuse, catégorique et pacifique.

Même dans la minuscule conception des choses imposée par la civilisation occidentale, celle d'une division obligatoire entre gagnants et perdants, la majorité des *pueblos* d'Oaxaca ne participe à aucun de ces groupes, car elle est au-dessus d'eux. L'échec des partis de gauche dans ces élections n'est pas l'échec du mouvement social, car il est devenu évident que les chemins sont différents. À Oaxaca, on entrevoit le chemin vers une authentique libération.

David Venegas Reyes "Alebrije"
Centre pénitentiaire, S^{ta} María Ixcotel.

_1: A Oaxaca, et plus globalement au Mexique, le terme " *pueblos* " désigne tout à la fois les différents groupes qui composent la population (zapotèques, aztèques, mixtèques, ...) mais aussi et surtout les habitants des villages rebelles qui depuis plusieurs années tiennent tête aux " *poderes* " (les pouvoirs) c'est-à-dire l'administration centrale (los federales) et locales (le gouverneur Ulises Ruis et les maires élus des villages).

Pour en savoir plus sur le
mouvement anarchiste au Mexique :
[http://www.cnt-ait.info
/article.php3?id_article=1373](http://www.cnt-ait.info/article.php3?id_article=1373)

Biométrie au lycée P. de Coubertin

L'État, ses succédanés (les collectivités territoriales) et ses gestionnaires essayent de commencer tôt le fichage et le flicage des individus ! Il y a eu l'année dernière, mis en place par l'INSERM et le gouvernement, un projet de repérage et de signalement des jeunes enfants (moins de trois ans !) qui pourraient poser problème (de par leur comportement, de par leur nationalité ou le "profil à risques" de leurs parents). Signalement qui devait être fait par les professionnels de la petite enfance. Heureusement, ceux-ci s'y sont opposés fermement et, à ce jour, ils ne transmettent pas leurs données à leurs supérieurs hiérarchiques ou aux organismes de statistique.

Aujourd'hui, c'est la biométrie qui essaye de se faire oublier mais qui fait une entrée en force dans les collèges et lycées de France.

C'est le cas dans les Pyrénées Orientales, à Font-Romeu, au lycée P. de Coubertin ainsi qu'au collège situé juste à coté. Dès la rentrée scolaire de septembre 2007 tous les élèves de ces deux établissements ont été obligés de donner leur empreinte de la main et de se soumettre à la biométrie pour pouvoir accéder au self-service et manger.

Pratiquement, les jeunes doivent taper leur code secret sur un cadran de la borne biométrique, plaquer leur main trois fois sur celle-ci et, enfin, quand le voyant passe au vert, prendre le plateau que la machine d'à coté leur donne ! Huxley et le meilleur des mondes ne sont pas loin, si ce n'est que cette fois-ci c'est bien réel et que cela ressemble plus à de l'élevage de bovins qu'à un self-service de lycée !

Il semble d'ailleurs que cette technologie ne soit pas si fiable que ça puisque aujourd'hui, cette même machine est déjà en panne. De plus, tout cela est excessivement cher et n'apporte strictement rien pouvant améliorer la gestion d'une cantine par rapport à ce qui se faisait avant.

En 2006 déjà, une tentative avait été effectuée dans un lycée de la région parisienne. Un groupe d'opposants à la biométrie était intervenu avec des tracts pour expliquer leur opposition au projet et à ce que cela impliquait comme risque de flicage et de comportementalisme. Au cours de leur intervention, une des bornes biométriques avait été endommagée et quelques participants avaient été emmenés au poste de police avec l'aide de certains personnels de l'établissement. Jugements et lourdes condamnations ont suivi. On comprend parfaitement pourquoi : ce n'était pas une simple question de self-service, c'était bien la généralisation d'un nouveau procédé de flicage qui était en cause ; et le pouvoir, qu'il soit de gauche ou de droite d'ailleurs, n'accepte pas qu'on le conteste ou que l'on remette en cause ses orientations politiques.

Outre le fait que cette technologie fiche les individus, et donc limite leur liberté d'être et d'agir, elle s'attaque cette fois à une population jeune qui ne peut que difficilement s'opposer, et pour qui ce fichage n'est qu'un début : il faut que cette génération intègre le fait qu'elle doit accepter d'être contrôlée et formatée, et ce par toutes les technologies possibles et imaginables !

Pour répondre à ça, notre Union Locale souhaite développer une dynamique de résistance régionale ou même nationale (et plus si affinités !) par le biais d'actions (tracts, affiches, réunions, etc.) sur les lieux directement concernés. Cette dynamique permettra aussi peut être d'aider les luttes qui se développent contre les expulsions de jeunes scolarisés dans les établissements scolaires français.

Toute personne intéressée peut donc nous contacter à notre adresse :
CNT-AIT 9, rue Duchalmeau 66000 Perpignan.

Union Locale CNT-AIT de Perpignan.



Sur l'autoroute des vacances

L'autoroute des vacances... les "bien à l'aise" dans leur portefeuille n'ont aucune notion des mille difficultés et tracasseries quotidiennes que rencontrent les gagne-petit...

Enfin, je roule vers l'Aveyron pour y rejoindre mes frères en idéal. Heureuse ! Car je n'étais pas du tout certaine de pouvoir payer la paire de pneus, le contrôle technique pour mon vieux J5, l'assurance et le plein ! J'ai même acheté des unités pour mon téléphone portable et j'ai près de moi la boîte à monnaie pour l'autoroute. Je pense à ceux que je vais retrouver, aussi mal à l'aise que moi devant les injustices et la misère de cette société et encore plus déterminés sans doute, à donner toute leur énergie pour que ça change. Comment germe l'idéal anarchiste ? Souvent l'observation et même le vécu de l'injustice, les rencontres au bon moment, la lecture qui nous indique que nous ne sommes pas seuls et que d'autres ont lutté et luttent encore contre le pouvoir meurtrier des possédants et gouvernants.

Chacun d'entre nous a une histoire à la fois différente et partagée avec tant de gens... des gens dont certains dépriment, d'autres restent seulement révoltés, d'autres ont la chance ou l'opportunité de trouver la force de ne pas baisser les bras et de combattre toute leur vie pour abattre cette hiérarchie. Une personne égale une personne, chacun a le droit et le devoir d'organiser la société : production, consommation, éducation et les faiblesses de l'individu pourront être colmatées par la concertation du groupe. Le pouvoir, qui corrompt inévitablement celui qui

le détient et plonge dans la misère et l'humiliation ceux qui y sont soumis, ce pouvoir sera partagé entre tous et chacun. Je goutte par avance le plaisir de retrouver mes compagnons, les repas partagés, les discussions animées, les moyens imaginés et mis en place pour essayer de redonner confiance à tous ceux qui subissent et tentent de survivre malgré la pauvreté l'exploitation et l'injustice. Si nous nous donnons la main nous pouvons être forts.

Fin de mon optimisme, la panne ! Juste sur l'autoroute, vile-brequin et courroie sont à terre. J'utilise mes premières unités pour appeler mon assurance : "Un dépanneur va arriver vous allez peut-être devoir avancer le remorquage". J'ai du pâlir un peu. Le garagiste sur place ne veut pas réparer car il s'agit d'un défaut de montage par celui qui a changé la courroie de distribution. Les embrouilles commencent avec la disparition de mes unités téléphoniques. J'appelle mon fils qui d'habitude entretient mon véhicule, mais pour la courroie il n'était pas disponible. Il jubile, selon lui le tort revient évidemment au premier garagiste qui va devoir prendre à ses frais remorquage et réparation. "Ça lui apprendra à se foutre de la gueule des femmes !" (Je lui avais raconté comme il m'avait pris de haut et m'avait fait sentir que je ne connaissais rien. Même quand je lui demandais si mon véhicule allait être prêt, il m'avait répondu

qu'il travaillait dessus alors que je voyais celui-ci garé sur la rue à la place où je l'avais déposé. J'ai encaissé sachant qu'il avait le pouvoir de changer inutilement des pièces et de gonfler la note).

Retour donc par taxi à la maison. L'employée de la société de taxi-ambulance est sympa, nous discutons. Elle aimerait passer Noël près d'une cheminée, je me sens un peu gênée, la maison que je partage en colocation est dotée d'une cheminée. Elle est contente de son métier cela lui donne l'occasion de rouler dans de bonnes voitures en état et de voir un peu de pays. Elle me dit qu'elle n'aime pas trop la ville de Niort, il y a trop de "faux bourgeois", il s'agit des personnels des nombreuses mutuelles. J'ai tout de suite compris ce dont elle parlait. Aide soignante à domicile, il m'était arrivé de travailler chez "l'aristocratie ouvrière" : des petits chefs et cadres parvenus à force de léchecultage et de cirage de pompes. Ceux-là nous utilisaient vraiment en domestiques et ne connaissaient que leurs droits. Nous devons nous essuyer les pieds soigneusement avant d'entrer, ne pas renverser une goutte d'eau sur le plancher et tout remettre parfaitement en ordre. Pauvres humains mesquins et ridicules. Dans ces moments-là, la révolution semble inaccessible. Heureusement, la plupart des gens avec qui nous avons affaire était plus modeste et n'avait pas été aussi malhonnête ou chanceuse. Ces personnes savaient goûter au plaisir d'une conversation en partageant parfois la dernière orange du buffet. Comme je les ai aimés et combien je leur dois ! Ils avaient vécu tous les âges de la vie, traversé les guerres, l'occupation, la reconstruction, les mouvements sociaux. Ils m'ont beaucoup instruite et fait évoluer. A eux et à mes amis de mes vacances loupées va toute ma considération et ma reconnaissance pour m'avoir redonné confiance en l'humain.

Chantal

PROPRIETAIRE

EXPLOITANT

AGRICOLE



Toute ma vie, jusqu'à ce jour, j'ai essayé de vivre le plus libre possible, c'est-à-dire de profiter un maximum du temps qui m'est offert pour jouir de la vie, échapper aux contraintes, mettre à profit mon temps libre pour voyager, faire des rencontres, lire, m'instruire, m'épanouir, rêver, vivre humblement, m'émerveiller devant la beauté du monde, idéaliser une autre société, humaine juste, juste humaine, libre, ou règnerait partout la souveraineté de la vie, tout en essayant à mon niveau de diffuser cet idéal, ses idées et ses pratiques pour construire un autre futur. Mais, ah oui ! il y a un MAIS : il faut bien manger pour vivre ou plutôt "survivre" car *"la vie réduite à ses impératifs économiques peut être considérée comme de la survie"*.

Les difficultés du moment (problème financier : petit problème financier mais grande pression de ma banque) m'obligent à aller vendre ma force de travail pour subvenir à mes besoins comme la très grande majorité de mes semblables. Contrainte suprême : se vendre au premier venu pour pallier au plus vite ma crise budgétaire et éviter complications et naufrage.

Pas trop de problèmes pour moi, je me branche sur le site de l'ANPE (internet), je consulte les offres ; travail à la campagne, dans un petit village du Tarn & Garonne : ça me va, un bol d'air me fera le plus grand bien. Boulot : cueillette de fruits et légumes de saison. Je suis fils de paysan. Cela ne demande pas beaucoup de compétences, ça fera bien l'affaire pour sortir la tête de l'eau.

Prise de contact par téléphone avec l'exploiteur (l'exploitant agricole), rendez-vous est pris pour entretien le lundi. Conditions de travail de mon "brave patron" 40 heures par semaine, moitié déclaré, moitié au "black" (non déclaré) pas de pause au travail, pas de cigarette, pas de portable (autorisé toutefois en cas de force majeure), pas de repas à midi, ni de panier, disponibilité pour les week-ends, présence sur le lieu de travail à 7H45. Bon ça me va, j'ai pas envie de discuter et j'ai surtout besoin de fric en urgence. J'ai un J9 aménagé sommairement en camping car qui me permet de rester sur place ou à proximité, ce qui m'évite trop de route.

Première semaine de travail cueillette cerises et fraises en "hors sol", 3 jours non déclarés et première tension. Je n'aime pas du tout une certaine façon de parler aux gens, je ressens beaucoup de mépris, je ramasse pas assez vite, la patronne me dit : *"Mets toi là, à côté, si t'avances pas je vais te mettre des coups de pieds dans le cul"*. Je me dis que c'est peut être

de l'humour noir, 10 mn plus tard je suis très légèrement en retard sur les autres, je n'ai pas l'habitude de cueillir des fraises mais il me semble que j'apprends vite. Lui, le patron : *"Qu'est ce que tu fais, tu dors ?"*. Moi : *"Non, non, je ramasse des fraises"*.

L'après midi cueillette cerises, ça continue, des remarques déplacées, une pression permanente, question de rentabilité. Je suis en train de cueillir mes cerises sur mon échelle, je les entends parler tout les deux (patron, patronne) *"T'as vu ? T'as vu ?"*, *"Ça va pas ! je sais"*, *"Non ! mais il faut le mettre au pli"*. J'entends, je ne dis rien, mais je pense *"Quelle bande de c... de patrons de m..."*.

Au bout du 3ème jour, je me dis qu'il est possible que ce soit le dernier, je suis stressé par tant de pression, énervé par tant de mépris et écœuré par une telle mentalité d'arrivistes sans scrupule prêts à marcher sur la gueule des gens pour arriver à leurs fins.

Fin de journée : ils doivent me régler mes 3 jours de boulot, je décide de faire une mise au point sérieuse avec eux sur leur façon d'être et de parler aux gens. Je leur fais part donc des critiques acerbes qu'ils m'ont adressées. *"Il faut accepter les critiques"* me dit-il ; *"J'accepte les critiques si toutefois elles sont pertinentes, mais il faut me parler correctement"* lui dis-je. *"Tu sais, ils y en a qui sont restés qu'une matinée"* se vante t-il.

Bon je comprends trop, on en reste là pour l'instant, mais je suis assez remonté et un profond dégoût m'envahit à me donner des effets vomitifs devant tant de bêtise humaine, trop humaine.

La semaine suivante se passe plutôt bien, le ton a changé un tant soit peu, mais certaines remarques et discussions (paroles) me déplaisent fortement. Nous sommes trois employés, je sens bien quelques propos racistes surtout de la part de mes exploiters, un peu de sexisme, des grossièretés de cul, blagues (nases) nulles où ils se pensent libres sexuellement, mais à voir.

Le patron s'adresse à une employée : *"Tu sais que l'année dernière on gagnait tout juste que 50 centimes d'euro par ouvrier ?"*. Oh la ! Je n'ose lui demander des précisions, si c'est à la minute ou à la seconde ?

Fin de la 2ème semaine je reçois des félicitations de mon chef (patron) pour mon travail. *"Tu sais, on est content de toi, continues comme ça, tout ira bien et on n'a pas l'habitude de le dire"*. Je donne un doux merci hypocrite ; bien sur un bon petit esclave, gentil obéissant, qui fait bien son travail et qui rapporte de l'argent un max à son patron pour contribuer à augmenter son capital ; je comprends trop bien, je ne suis pas naïf et pas débile non plus.

Finalement je suis embauché pour 4 mois, mais je me connais trop, je partirai avant c'est sûr.

Travailler plus pour engraisser un patron : non merci !!! je préfère travailler moins pour vivre plus.

Pauvres paysans exploités de toujours mais exploités aussi.

Zoro

Y'en a peut-être beaucoup plus que "Un sur Cent", mais en tout cas ça c'est sûr : ils existent...

La mi-août de cet été 2007, la CNT-AIT a été invitée par l'équipe des bénévoles du festival "Des Croches et la Lune" à installer sa table de presse dans ce village du Quercy, Verfeil-Sur-Seye, dans le Tarn-et-Garonne (82).

Ce n'est pas la première fois que nous y sommes et pour cause. Non seulement les bénévoles qui nous y accueillent le font avec beaucoup de chaleurs humaine, mais en plus il s'agit bien là d'un véritable rendez-vous populaire. Eh oui ! pas besoin de dépenser un centime pour pénétrer dans l'enceinte du festival... il n'y a pas d'entrée... En effet, excepté l'entrée payante de la grande scène excentrée, où se produisent des musiciens et artistes professionnels, tout le festival est libre d'accès, le théâtre de rue, les chanteuses et chanteurs de rue, les acrobates, les stands associatifs, la petite scène, etc. Tout le monde peut profiter de cette petite vie grouillante qui s'anime spontanément dans les rues du village... Et c'est bien cela, ce libre accès, qui fait de ces trois jours un grand moment de convivialité, de simplicité et qui permet des rencontres aussi riches que variées.

Rien à voir ici avec ces multiples manifestations dites Culturelles (avec un grand "C"), mais surtout marchandes, aux tarifs prohibitifs, que l'on voit fleurir dans de nombreuses villes, villages et autres cités médiévales. Ces municipalités et leurs annexes business du tourisme, imposent dans la plus grande légalité un droit de péage, et ce à l'encontre de la liberté de circulation, en dressant de toute part sur la voie publique barrières murs et palissades. C'est ainsi qu'on parvient encore une fois à filtrer la population et à exclure les pauvres et les indésirables d'espaces et de lieux prétendus publics, en empêchant le promeneur de continuer librement et gratuitement sa pro-

menade. Pour cela il faudrait à ce promeneur pouvoir et aussi accepter de monnayer, à prix fort, son passage et celui de tous ceux qui l'accompagnent. Il va de soi que tout le monde ne le peut ni ne le veut.



Comme si les nantis et les bourgeois ne s'étaient pas déjà suffisamment octroyé d'espace, qu'ils appellent espaces ou propriété privée... défense d'entrer ! Mais non il leur en faut encore et encore, et c'est dans le domaine public qu'ils s'approprient, qu'ils se construisent, avec l'aide des élus complices, de véritables forteresses gardées par des entreprises de sécurité ou bien aussi par toute une brochette de bénévoles aussi naïf pour se faire exploiter au service des privilégiés que zélés quand il s'agit de vous barrer la route ou de rejeter d'éventuels et braves resquilleurs.

Parfois les habitants, emmurés dans cette zone confinée où se déroulent ces manifestations élitistes bénéficient d'un Laisser Passer !... mais doivent pour rentrer ou sortir librement de chez eux se soumettre à la marque d'un tampon sur leurs avant-bras. Quant à leurs amis qui auraient la mauvaise idée de leur rendre visite le mauvais jour, ils devront attendre sans recours que les privilégiés veulent bien finir de festoyer... Tout cela se fait bien évidemment sous le couvert et "au nom de la Culture". Tous les moyens sont bons pour tenter de légitimer le dictat du fric et de la propriété privée. Quant à l'exclu-

sion du pauvre qui en découle naturellement, ce ne sont pas les répulsifs qui manquent, le marchand regorgeant lui d'une imagination toujours plus innovante...

Un grand coup de chapeau donc aux bénévoles du festival "Des Croches et la Lune", qui sont parvenus, eux, à provoquer une véritable rencontre populaire le tout dans une atmosphère chaleureuse et empreinte de liberté !

Des rencontres nous en avons faites de nombreuses, des personnes intéressées par les valeurs universelles que porte l'Anarchosyndicalisme : la Solidarité et la Liberté...

C'est dans ces moments là que l'on constate que très nombreux sont celles et ceux finalement qui rejettent en bloc l'ordre établi. Cet ordre établi par les marchands, les partis politiques quels qu'ils soient, les syndicats réformistes, instruments du pouvoir et soupapes de sécurité qui empêchent la société capitaliste d'imploser quand les tensions sociales deviennent trop fortes, et en général tous ceux qui de façon avouée ou occulte travaillent à la conservation de ce vieux monde...

Nombreux sont celles et ceux qui rejettent tout cela et qui pensent aussi que d'autres formes d'organisation de la société humaine sont possibles et indispensables. Nombreux sont celles et ceux qui pendant ces trois jours se sont arrêtés pour discuter, donner et partager leur avis quant à l'évidente supercherie et faillite du système en place, le système dit démocratique.

Nombreux sont celles et ceux qui spontanément nous ont parlé d'un Autre Futur.

C'est dans ces moments là que notre pire ennemi, le fatalisme, se fait tout petit et disparaît petit à petit de nos conversations...

Luciole

Le débat, celui qui dérange, qu'il concerne les modalités d'organisation, les perspectives ou des aspects trop souvent relégués hors de la sphère du politique (comme la question de l'alcool) est consubstantiel à l'anarchosyndicalisme. Oral ou écrit, il fait avancer la réflexion. Voici trois articles individuels qui sont autant de contributions.

● Formons des groupes

Les organisations de lutte pyramidales, centralisées, avec ou sans contrôle par la base, ont vécu. S'il reste parmi les anciennes générations (et parmi les jeunes romantiques des révolutions passées) des nostalgiques de la grande organisation puissante et monolithique, ne parlant que d'une seule voix, peuplée de militants disciplinés marchant au pas derrière les votes majoritaires de congrès, les communiqués de bureaux nationaux et les menaces d'exclusion, on peut dire sans risque de se tromper que cette époque a vécu.

Les temps ont changé et une analyse attentive de l'histoire des luttes sociales au XIXème et XXème siècles montre à l'évidence que ces organisations dites révolutionnaires ont échoué en partie parce qu'elles reproduisaient dans leur fonctionnement la domination qu'elle prétendait combattre.

La centralisation des décisions, le refus de la diversité par la soumission au vote majoritaire, l'élection de représentants avec délégation de pouvoir ont toujours créé une classe dominante au sein de l'organisation, la classe de ceux qui savent, de ceux qui parlent, de ceux qui décident pour le bien de tous.

Même chez les libertaires, les tentatives de contrôle du pouvoir (par une certaine transversalité de l'organisation, la révocabilité des mandatés, le vote à l'unanimité) n'ont pas empêché la constitution systématique d'une classe de dirigeants. Ajoutons que ce type d'organisation pyramidale, parce qu'il offre au pouvoir un adversaire compatible avec son propre mode d'organisation, participe lui-même au fonctionnement du système. Le pouvoir négocie toujours avec les "chefs" (ou les délégués, cela revient au même) qui se font fort, généralement, de faire respecter par leur troupe les accords issus de la négociation. C'est ce mode de fonctionnement et ce type de rela-

tion au pouvoir qui s'achève, en même temps que l'idéologie de la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Il ne s'agit plus de conquérir le pouvoir ni de contrôler les systèmes de production. Dorénavant, il s'agit d'autonomie des individus, de liens sociaux, de qualité et d'émancipation de la vie. L'objectif n'est plus de planifier l'accession au bonheur par la répartition équitable des biens matériels issus du progrès de la technique.

L'objectif est d'éviter la destruction accélérée de la planète, et de permettre à chacun de construire sa propre vie sans compromettre celle d'autrui. Pour les anarchistes, il ne s'agit pas d'inventer LA société libertaire pour tous, mais de permettre au plus grand nombre de devenir maîtres de leur vie quotidienne et d'inventer mille solutions au même problème.

Les temps sont bien plus optimistes que ne le prétendent bon nombre de révolutionnaires usés et enfermés dans des conceptions d'un autre temps ou hypnotisés par le perpétuel spectacle médiatique. La faillite des gauches et de la supercherie social-démocrate est un puissant foyer pour des révoltes neuves. Parmi les jeunes générations, beaucoup de gens portent en eux une soif de vie et un désir d'autre chose, pleins de promesses. Et c'est avec eux qu'il

nous faut réinventer la résistance à la domination, la lutte des classes, l'auto-organisation, et l'autonomie.

D'un point de vue pratique, nos objectifs, en tant qu'anarchosyndicalistes, doivent être simples et accessibles, et surtout nous devons être vigilants à ne pas reproduire l'ancien système. Alors n'ayons pour l'heure qu'une priorité : former des groupes ! Mais pas n'importe quels groupes. Des groupes de 5 à 30 personnes pas plus, réunies sur un même lieu géographique. Et avant toute chose, avec un projet politique clair et sans concession : refus de ce monde de classes dans sa globalité, lutte pour un nouveau système d'organisation de la société, débarrassé de l'exploitation, de l'autorité, de la marchandise et de la technologie mortifère.

Au sein de chaque groupe, organisons-nous selon des principes antiautoritaires (pas de délégation de pouvoir, rotation des tâches...), et faisons-en des lieux de débats permanents, de formation à la lutte, à la prise de parole, à l'action directe. Entre les groupes ainsi constitués, bannissons les tentations du vote, des motions de congrès, des niveaux de décisions. Pratiquons plutôt l'échange, le débat, l'entraide dans l'action, dans la mise en commun de moyens et de compétences. Ne soyons pas dogmatiques. Soyons certes intransigeant sur les principes, mais ouverts sur les pratiques et les modes d'analyse des luttes. Tous ces groupes anarchosyndicalistes doivent être, dans les luttes sociales, ni des leaders, ni des suiveurs, mais des acteurs intrans-

igeants de l'affrontement au pouvoir. Les comités de lutte ou de résistance, les assemblées populaires, les larges mouvements sociaux, les révoltes, les insurrections sont les lieux et les moments privilégiés où nous devons, sans cacher qui nous sommes, et sans désir de manipulation, proposer notre vision de la domination et notre refus global du système, expliquer quel futur nous voulons construire, prévenir les récupérations par les centrales syndicales et les partis gauchistes, proposer

notre mode d'organisation collective et antiautoritaire, inciter au refus de la négociation et à la pratique de l'action directe.

Aujourd'hui, l'anarchosyndicalisme est enfin sorti du ghetto du monde du travail, de l'usine ou du chantier. "Travailleur" n'est pas un statut social, mais une des catégories d'assujettissement créées par la domination. Sans papier, chômeur, étudiant ou lycéen, taulard ou interné, nous sommes tous des exploités. L'anarchosyndicalisme doit être présent dans tous ces

champs de la domination mais surtout ces champs de LA lutte.

Et l'organisation me direz-vous ? Elle devient alors que ce qu'elle aurait toujours dû être. La résultante effective de l'activité des groupes, ni plus ni moins ! Mais le mirage de l'organisation avec un grand O, tenue fermement en main par quelques initiés, servant de cache misère à l'effondrement de l'activité militante, est enfin dissipé.

Paul (fédéré de Toulouse)

● Individus et groupes

Comme cela est écrit dans le texte "Formons des groupes", je pense effectivement qu'en cette période, plus que jamais, il faut multiplier les entités anarchosyndicalistes quel que soit le nom qu'on leur donne (en ce qui me concerne, je préfère le terme d'anarchosyndicat) partout où cela est possible, d'autant que, dans l'anarchosyndicalisme justement, l'élément structurant de base ce n'est pas l'individu, mais le collectif. Ce sont les groupes, pour reprendre le terme de Paul, qui échangent, se coordonnent, élaborent de la théorie, produisent de la pratique et construisent ensemble.

Dans cette perspective la relation entre individu et groupe est débattue, celle entre groupes serait également à débattre plus largement.

C'est une évidence : un groupe n'existe pas en dehors des individus qui le composent. Mais il n'est pas leur simple juxtaposition côte à côte. Ce qui est recherché en se regroupant, c'est une potentialisation, l'émergence d'une volonté et d'une énergie collectives, qui fait que "1+1" devienne largement supérieur à 2. La libre association des individus, qui est le point de départ, n'a pour seul objectif que de permettre collectivement ce qu'il n'est pas possible de réaliser seul. Dans la mesure où ce groupe est anarchosyndicaliste, cette puissance est tournée vers le processus révolutionnaire, c'est-à-dire la rupture. Qui dit rupture dit, clairement, impact considérable sur la vie de tous et de chacun. Peut-on espérer avoir un tel impact tout en permettant "à chacun de construire sa propre vie sans compromettre celle d'autrui" ?

Evidemment, tout dépend du

sens qu'on donne au mot "compromettre". Il semble bien que ce soit ici un synonyme d'interagir, d'avoir des répercussions.

L'activité d'un groupe (ou d'une personne) tout comme l'absence d'activité ont inévitablement des répercussions, sur la vie des autres. Concrètement, dans les plus petites activités de boîte par exemple, que fait la CNT-AIT sinon "compromettre" (interagir avec) la vie des patrons en tentant de rogner leur pouvoir d'exploitation ? C'est bien d'ailleurs ce qu'ils nous reprochent ! Quand nous n'empêchons pas une injustice (parce que notre action s'est révélé inefficace, ou tout simplement parce qu'on n'a même pas fait ce qu'on aurait pu) n'avons-nous pas interagi avec la vie de quelqu'un ? Ce qui est vrai de notre action sur l'extérieur l'est encore plus à l'intérieur du groupe. Quand une décision est prise elle compromet ses membres : si nous décidons

de lancer une lutte, les copains qui la mènent directement en fonction de ce qui s'est décidé collectivement doivent pouvoir compter sur la solidarité des autres si ça tourne mal. Bien plus, une décision (parfois, un simple écrit) prise à distance, par un autre groupe de la même mouvance, pourra également avoir des répercussions, qu'on le veuille ou pas (exemple : répression policière).

Bref, participer à un groupe révolutionnaire, c'est se compromettre et compromettre en permanence les autres. Qu'en conclure ? Tout simplement que toute activité du groupe (et sa non-activité) doit être discutée, réfléchie avec le plus d'intelligence et de conscience possibles pour que ses membres soient en capacité de l'assumer en toute circonstance, la tête haute, et que les répercussions sur la société en soient positives d'un point de vue révolutionnaire.

Un autre point mériterait d'être développé. C'est celui relatif au fonctionnement des groupes, à peine survolé dans le texte de Paul. La question de l'autorité (et du pouvoir) étant dans un groupe anarchosyndicaliste, fondamentale et à remettre "cent fois sur le métier", j'espère que le débat rebondira sur ces points. Dans l'immédiat, pour rester bref, il me semble essentiel

de différencier la notion de délégation de celle de représentation (ce que Paul ne fait pas) et de souligner que la rotation des tâches n'est pas, en pratique, une panacée. Le seul garant d'un fonctionnement anti-autoritaire, s'est l'application de la devise communiste libertaire : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Elle met bien en lumière la relation réciproque qui doit exister entre l'individu et le groupe : chacun reçoit, mais chacun donne d'abord.

En guise de conclusion, je crois qu'il faut clarifier la relation entre "politique", "stratégie" et "tactique". D'un point de vue tactique, une déclinaison infinie de modes opératoire est théoriquement pos-

sible, selon les envies, les contextes géographiques ou sociopolitiques, les possibilités des uns et des autres etc. Mais, en terme politique, l'anarchosyndicalisme ne recherche pas la diversité mais revendique bien au contraire l'unicité : c'est d'ailleurs ce que fait Paul qui n'assigne à tout le mouvement, et même à l'humanité, qu'un double objectif (outre le point que nous avons discuté plus haut : "éviter la destruction accélérée de la planète"). Et sur le plan stratégique, elle repose sur deux fondamentaux : auto-organisation et cohérence de moyens et de la fin, ce qui implique le refus de la représentation/médiation (action directe).

En s'assignant ainsi des objectif

finis, il devient périlleux de penser qu'il ne s'agit pas "d'inventer LA société libertaire pour tous". Certes, LA société libertaire peut prendre différente forme. Mais dans le fond ce sera toujours LA société libertaire ou ce ne sera pas (hypothèse qui n'est pas dénuée de fondement). Il n'y aura pas la société libertaire de l'Est et de l'Ouest, celle de Strasbourg et celle de Quimperlé. La société libertaire est fondée sur des principes universels et intangibles, a-historiques. C'est d'ailleurs pourquoi nous sommes si critiques sur les "adaptations" qui conduisent à étiqueter "libertaire" des mouvements qui sont totalement étrangers à ses principes.

Virginie

● Alcool et militantisme

Je voudrais aborder un vaste sujet : l'alcool et sa consommation. C'est un sujet qui est rarement posé sur le papier, et dont on parle pourtant de manière quasi permanente. Je ne m'inscris pas dans une démarche de santé publique ; j'aimerais tout simplement m'attarder sur les conséquences comportementales et les relations interpersonnelles induites par l'alcool, et donc par voie de cause à effet sur l'amenuisement et l'anéantissement de la force militante qui en résulte.

Dans de nombreuses cultures, l'alcool a souvent été l'un des meilleurs moyens pour s'évader. Certains ont alors découvert qu'il était aussi l'un des meilleurs moyens pour aliéner le peuple, l'opium étant à côté de lui un piètre concurrent... La réflexion me semble donc importante même s'il peut paraître incongru d'écrire sur ce sujet alors que tant d'oppressions, d'exclusions, d'exploitations, d'inégalités sévissent dans cette société capitaliste.

Alcool et dépendance

L'alcool, c'est quoi ? C'est un psychoactif, c'est-à-dire que, même en petites quantités, il agit sur le système nerveux central. Il a un effet dominant : c'est la drogue désinhibitrice par excellence, même si depuis on a inventé encore pire ! A cela s'ajoutent des actions euphorisantes, anxioly-

tique, relaxante. Il donne donc l'impression de se sentir "mieux", de perdre le contrôle de l'espace-temps, de rire, de pleurer, puisque les barrières inhibitrices s'effondrent. On a moins peur de réaliser ce qui d'habitude nous terrifie. Ces effets s'accompagnent d'une ribambelle de troubles neurologiques : perte de l'équilibre, analgésie, baisse des niveaux sensoriels, troubles cognitifs... s'ajoutent au tableau euphorisant. Nous sommes bien, toutes et tous, au courant de ces effets et l'on se met à boire non pas par goût mais bien à la recherche de ces effets là. C'est la définition même de la dépendance, si opposée à la liberté !

L'alcoolisme colporte lui aussi, en son sein, l'oppression et l'enfermement. En effet, la personne alcoolique, déjà opprimée et

enfermée par et dans sa dépendance, en arrive le plus souvent à opprimer et à enfermer les autres par et dans cette dépendance qui est pourtant la sienne. C'est pourquoi, si l'on s'inscrit véritablement dans une démarche révolutionnaire il devient alors impératif de se remettre en question.

C'est pour moi un long cheminement de réflexion après des années d'observation, d'écoute, d'accompagnement solidaire auprès d'individus en souffrance alcoolique ou de militants alcoolisés. Les comportements engendrés dans le cadre de l'éthylisme, notamment dans le milieu militant ou milieu dit "libertaire", me sont devenus désormais difficilement supportables.

D'ailleurs, que ce soit en milieu militant ou bien dans des concerts ou autres fêtes publiques ou privées, l'ambiance éthylique reste de toute façon toujours la même. La violence tout d'abord, ou du moins l'agressivité. Qui n'a pas ressenti ces pulsions caractéristiques de l'irritabilité alcool-induite ? Ce sentiment de domination, une surpuissance liée à une estime de soi

décuplée, l'impression d'avoir raison de toute façon, sensation renforcée par les tierces personnes éventuellement présentes qui peuvent approuver nos choix, surtout si elles sont dans le même état d'imprégnation. Si l'agressivité verbale ne suffit pas, il reste la possibilité de passer aux actes ; tout se transforme rapidement en violence physique. Les bousculades, les insultes mêlées aux coups, sont monnaie courante, surtout quand la raison invoquée est partagée par les "spectateurs". On se sent alors fort, voire indestructible, dominateur ! Non que la violence verbale ou physique n'existe pas dans les milieux non-alcoolisés ; seulement elle se manifeste de manière quasiment systématique si alcool il y a.

Pour ce qui est de la communication, chez certains, l'alcool induit des idées fixes, une cible bien précise sur laquelle l'alcoolisé va s'acharner. Le discours sera répété, parfois incompréhensible. Peu d'idées nouvelles seront développées alors que l'alcoolisé se sent lui très "performant" dans son discours. La même violence, la même communication difficile, les mêmes engueulades, les mêmes moqueries, les mêmes réflexions intolérantes, le même machisme latent, les mêmes comptes à régler parce qu'on est bourré et qu'on se sent plus fort...

Pour d'autres, c'est dans les moments d'alcoolisation que se font les preuves d'amitié, dans la relève des défis ; c'est à ces moments précis qu'il semble qu'on peut aller plus loin encore dans la relation à l'autre ou dans les paris les plus fous.

C'est toujours la désinhibition qui est recherchée, juste assez pour parler quand on n'y arrive pas, juste assez pour avoir moins peur des autres... ça facilite les échanges et crée parfois des relations où il n'y en aurait pas eu... Qui parmi les timides, les mal dans leur peau, les coincés, les pseudo-

dépressifs, les paumés, les phobiques sociaux ou tout ça à la fois, comme beaucoup d'entre nous, résisterait à cette facilité ? Qui ne désirerait pas tester cette drogue miracle qui guérit les angoisses et réduit la peur ?

Boire ou lutter, il faut choisir

Il est vrai que l'alcool permet en plus d'oublier ce monde pourri, nos souffrances, celles des autres, cette société capitaliste recroquevillée sur ses lois, ses règles, ses privilèges. Mais que voulons-nous ? L'oublier ? Ou la changer !

Comme tout un chacun j'ai besoin ponctuellement de m'éloigner des tristes réalités qui m'entourent, mais n'y a-t-il pas d'autres moyens que de s'enfermer dans un espace trouble, fictif, à la recherche d'un confort individuel ? Le confort et la sécurité de l'oubli, c'est répondre à ce qu'on nous propose, sans créer, sans innover, sans lutter ; c'est une façon de se conforter dans un système établi.

Traditionnellement, l'alcool fait partie des normes imposées, et l'accepter s'inscrit dans une continuité culturelle et sociétale.

La liberté des uns se conjugue avec celle des autres. Certes !

Mais comment peut-on objectivement et en toute cohérence se permettre de combattre d'un côté les rapports de domination et les conditions d'exploitation dans leur globalité, avec comme finalité l'égalité et la solidarité, et dans un même temps reproduire littéralement ces mêmes mécanismes de dominations sur les autres du fait de cette consommation abusive d'alcool ? L'interdiction d'alcool est sans fondement et n'a de valeur que dans un système autoritariste comme on peut le constater dans certains milieux.

Il me semble plus audacieux de faire un cheminement personnel militant et collectif militant, de comprendre "pourquoi" on boit, de prendre conscience de ce que nos comportements engendrent,

de tout ce qu'il est impossible de réfléchir, de construire et de lutter, à cause de cette alcoolisation. C'est donc peut être "avant" qu'il faut agir en tant que militant ! Réagir ensemble pour construire un autre espace d'émancipation.

La non ou le peu de consommation d'alcool, sans changer la "construction" des individus, améliore déjà grandement l'efficacité que ce soit pour la réflexion, l'élaboration et l'organisation de la lutte. Il est toujours dur de casser avec les habitudes culturelles mais nous devrions être capables de le faire, vu nos revendications anti-normatives. Si cela dérange et irrite, ce n'est évidemment pas par provocation gratuite : Aborder ce sujet de manière formelle et écrite, en parler, c'est prendre conscience de cette réalité et faire partager sa réflexion. C'est aussi amener ce débat dans nos sphères militantes et libertaires. Les valeurs telles que "l'amour de la boisson", "les paradis de l'ivresse" ne sont basées que sur le culte de l'alcool, entretenues ardemment par les politiciens et le lobi industriel des producteurs et fabricants. Le "boire pour oublier" trop souvent entendu, sonne encore une fois comme trop fataliste dans une période que nous voulons prérévolutionnaire. Pour oublier que nous sommes exploités ? Pour oublier que nous sommes dominés ? Que nous souffrons ? Je ne veux pas l'oublier, et de toute façon l'alcool n'a jamais réussi à me faire oublier plus de huit heures. Libre à quiconque de consommer ce qu'il veut, je reste persuadée que le peu ou pas d'alcool reste une attitude politique dont je tente de m'approcher, et pas dans un but de pureté spirituelle ou corporelle ! Simplement parce que l'alcool sert et engraisse le capitalisme et que les comportements liés à l'alcoolisation, anéantissent les forces militantes et sont tout sauf libertaires. Vive la lutte !

Marblay

SCOOP :

LES ANARS ÉTAIENT DES COCOS MAIS ILS NE LE SAVAIENT PAS

A l'occasion de la Libération de Foix (Ariège), La Dépêche du Midi publiait un article pour le moins surprenant. Voici la réponse commune que la CNT-09 (Vignoles) et la CNT-AIT de Toulouse lui ont fait parvenir.

Dans un article concernant la Libération de Foix, La Dépêche (19 août 2007) a publié un article dans lequel un Monsieur Delpla tente rien moins qu'une indécente et grossière récupération politicienne : une opération qui consiste à déguiser les combattants anarchistes (les plus nombreux dans les maquis espagnols d'Ariège) en communistes.

Rappelons tout d'abord que, si les maquis espagnols étaient en effet les mieux organisés du département, il ne faut pas pour autant oublier que les rangs de la résistance espagnole étaient composés d'individus venus de toutes les organisations issues de l'exil anti-franquiste (républicains, communistes, socialistes et anarchistes), un exil dans lequel les communistes étaient très minoritaires.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire les allégations de Monsieur Delpla : *"Le Capitaine Abel Rous, alias Richard, nommé par Toulouse chef départemental du Service d'Atterrissage et Parachutage (SAP), a pour mission de créer des terrains de parachutages bien protégés par des maquis solides et stables. Il constate que les seuls maquis solides et opérationnels capables de recevoir des parachutages et de garder des armes, sont ceux des Guérilleros espagnols. Toutefois, ces combattants étant communistes, les services de parachutages d'Alger n'enverront pas d'armes aux communistes. Richard qui a reçu la mission de préparer la libération de l'Ariège doit obtenir des armes pour chasser l'armée allemande. Il décide de truquer la réalité et fait enregistrer les guérilleros comme maquis libertaires de la FAI,*

Fédération Anarchiste Ibérique..."

Pour avancer sa théorie abracadabrantesque, Monsieur Delpla est obligé de supposer une fiction (le refus "par Alger" de parachuter des armes aux communistes) bien éloignée de la vérité historique : d'une part à "Alger" le pouvoir était truffé de communiste, d'autre part et surtout ce n'est pas "Alger" qui décidait des parachutages mais l'État-major Allié. Une preuve, entre mille autres : la déclaration d'Astier de la Vigerie, le 08 janvier 1944 à la tribune de l'Assemblée d'Alger *"L'armement des maquis dépend uniquement des Alliés"*. On ne saurait être plus clair.

Mais entrons dans le vif du sujet : la libération de Foix est survenue le 19 août 1944. Or, en 1944, on n'était pas, loin s'en faut, dans la guerre froide que présuppose la théorie de Monsieur Delpla ! Bien au contraire : à partir de 1941 et jusqu'en 1945, en application de la loi US dite de prêt-bail, les USA ont livré directement aux communistes (en l'occurrence à l'URSS stalinienne) des quantités industrielles d'armes : 15 000 avions de guerre, 10 000 chars d'assaut, 400 000 véhicules, 8 000 pièces d'artillerie, 1 300 000 mitrailleuses.

A cette aide militaire considérable s'ajoutent, dès 1943, les effets politiques de l'alliance entre Churchill, Roosevelt et Staline (Conférence de Téhéran).

A partir de 1943, les partis communistes européens, qui sont inféodés à Staline et à son système totalitaire, comme l'étaient le parti communiste espagnol et le parti communiste français, sont devenus des alliés potentiels des forces

anglo-américaines. Il est donc parfaitement grotesque de laisser croire qu'un communiste aurait eu le moindre intérêt à se travestir en anarchiste pour bénéficier de la sympathie de l'État Major allié. D'autant que, poids lourds parmi ces alliés, le gouvernement des USA a toujours poursuivi les anarchistes d'une haine mortelle. Faut-il rappeler que, uniquement à cause de leurs idéaux anarchistes, Sacco et Vanzetti ont été exécutés sur la chaise électrique ? Faut-il rappeler que quelques années avant les martyrs de Chicago (base de l'histoire du 1er Mai), militants anarchistes eux aussi, ont été pendus dans l'injustice la plus totale ? A qui fera-t-on croire que le gouvernement US était prêt à armer ceux qu'il électrocutait et pendait, plutôt que ses propres alliés ?

Passons maintenant à l'autre présumé de Monsieur Delpla et à cet "Alger" qui, d'après lui, discriminait tellement les communistes qu'il les obligeait à se faire passer pour des anarchistes. Monsieur Delpla semble ignorer qu'à Alger, siège provisoire de la France libre, depuis avril 1944, il y avait des représentants officiels du parti communiste au sommet des plus hautes instances ! Que ce soit au sein du Gouvernement Provisoire de la République Française, du Conseil National de la Résistance, de l'Assemblée Provisoire, les communistes y étaient, et en nombre ! Où est donc la discrimination ? Par quelle étrange aberration les communistes de France métropolitaine n'auraient reçu aucun appui du gouvernement d'Alger où ils siégeaient ; alors que la FAI, qui, elle, n'y avait aucune représentation, aucun appui, mais qui y comptait de nombreux ennemis (à commencer par les staliens), en aurait reçu ?

Pendant des décades les épigo-

nes communistes se sont ingéniés à passer sous silence le pacte Hitler-Staline (et son application par tous les partis communistes européens). Voici qu'une fois de plus, il tentent de récupérer toute la résistance, en particulier la résistance anarchiste. Comme nous l'avons démontré ci-dessus, en 1944, les communistes espagnols de Foix bénéficiaient d'un soutien des Alliés et d'Alger à tous les niveaux. Ils n'avaient nul besoin de se faire passer pour des anarchistes. A l'inverse, dès avant cette époque, en application des consignes de Staline, les communistes ont eu pour politique de liquider physiquement ceux qui ont été leurs opposants, tels que les anarchistes.

Si Monsieur Delpla veut à toutes forces repeindre en rouge les maquis anarchistes, il y a une raison : c'est, qu'effectivement les anarchistes dans les maquis d'Ariège étaient très nombreux, très actifs et bien organisés. Même si cela fait mal à certains, telle est la vérité historique. A ceux qui ne peuvent la digérer, à ceux qui ne peuvent rendre hommage aux anarchistes tombés sous les balles nazis pour la Libération de Foix et de l'Ariège, demandons au moins d'avoir la décence de ne pas salir leur mémoire en les affublant, 60 ans après leur action, d'une étiquette qu'ils ont toujours rejetée.

Dernier point, qui démontre la méconnaissance, par certains, du sujet : la majorité des maquisards n'était pas "de la FAI" (qui a toujours été une organisation numériquement légère) mais de la CNT, qui, en tant qu'organisation anarchosyndicaliste, était et est toujours l'expression de l'anarchisme militant.

CNT-AIT
7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
CNT 09
11 place Duthil, 09000 FOIX

SOUTIEN AUX ANARCHISTES CONTRE LE MUR

Le coût " légal " du soutien de la lutte commune israélo-palestinienne contre l'occupation nous force à vous envoyer un appel pressant pour un soutien financier. Nous en appelons à votre solidarité pour continuer le travail du groupe israélien Anarchistes contre le mur (Anarchists Against the Wall - AATW)

Au cours des 4 années passées, la groupe a soutenu la lutte des Palestiniens contre l'occupation Israélienne, et particulièrement contre le mur de ségrégation israélien. Semaine après semaine, AATW s'est joint à la résistance populaire palestinienne contre le mur, dans diverses zones de la Cisjordanie, et notamment mes villages de Bil'in à l'ouest de Ramallah, al-Ma'asara, and Ertas, au sud de Bethlehem, et Beit Ummar, au nord d'Hébron.

Des activistes ont été souvent arrêtés et condamnés pour leur participation à la lutte. Heureusement, le groupe dispose d'un avocat attitré, Maître Gaby Lasky, qui a travaillé inlassablement pour la défense des activistes arrêtés lors des manifestations ou des actions réalisées tant en Cisjordanie qu'en Israël. Bien que la défense légale qu'elle fournit au groupe AATW lui prenne presque un temps plein, elle a accepté de n'être payé que pour des honoraires symboliques.

Malgré tout, le groupe n'a pas réussi à couvrir même cette somme, et nous devons maintenant approximativement 40 000 dollars en dépenses légales pour plus de 60 condamnations. En plus de cette énorme dette légale, les activistes d'AATW doivent aussi supporter d'importantes sommes en transport et en téléphone, pour l'organisation des manifestations et actions.

Nous en appelons donc à votre soutien en effectuant une donation, pour nous permettre de continuer cette lutte.

En vous remerciant par avance de votre solidarité,

Anarchistes contre le Mur

Pour plus d'informations sur AATW, nos actions, et comment effectuer un don, vous pouvez visiter notre site web :

www.awalls.org

ou nous contacter au mail :

donate@awalls.org



C.N.T. - A.I.T.

TOULOUSE : Permanence publiques le samedi de 17-19h, 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).
Tables de presse : le dimanche en fin de matin aux Puces de St Sernin. Au RU du Mirail. Dans les quartiers. Pour actualiser vos informations :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

MONTAUBAN : Table de presse le samedi à partir de 10h30 sur le marché de Prax-Paris..

AUTRES INFOS UTILES : COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS même adresse le samedi après-midi_

**N'oubliez
PAS DE VOUS
ABONNER !**

Elle est pas belle, la vie ?

Enfin, on dépénalise !

Le Président l'a dit, le ministère de la justice l'a répété : "Les sanctions pénales ne sont pas forcément très adaptées". Alors, les gars qu'ils nous ont dit, une seule solution : la dépénalisation.

Dé-pé-na-li-ser, y'a que ça de vrai. Oui mais, belec, pas n'importe quoi : que le droit des affaires !

C'est vrai, ça, on n'y avait pas pensé nous, pauvres crétiens, pour quoi on empêcherait les patrons de nous escroquer jusqu'au trognon ? Bon, déjà maintenant, ils risquent peanuts. Pour faire cracher l'oseille aux truands qui ont pas mis assez dans l'horodateur y a un flic tous les vingt pas, mais les "pôles financiers", ça a fondu comme la banquise avec le réchauffement climatique. Mais c'est pas une raison : faut une justice. Y'a en une : un salaud de récidiviste vient de prendre trois ans ferme dans la gueule pour un vol de moins de 2 000 euros, un autre 3 mois tout aussi fermes pour ... 19 euros et 95 centimes. C'est du solide, les peines plancher. Mais un patron qui escroque des milliards, avec tous les soucis qu'il a, on va pas l'embêter rien que pour ça. Elle est pas belle, leur vie ?

Vive l'impôt qui rapporte !

Il a fait le calcul l'Emmanuelli. De tête. Forcément, un ancien ministre du budget, ça compte pas sur les doigts. Vu ce qu'il gagne, il doit en principe 11 000 euros d'impôts. En principe seulement. Faut pas oublier le bouclier fiscal, celui d'hier d'aujourd'hui et de demain. Résultat, j'enlève la femme de ménage, les cotisations au parti, les dons pour les handicapés, je pose 5 et je retiens dix. Total : le fisc lui doit 217 euros. Elle est pas belle la vie ? Nous, on va se taper la TVA sociale. Enfin, ils vont changer son nom, parce que le "social"

en question a du mal à passer. Ils vont venir nous expliquer qu'une grosse augmentation de TVA, rien de tel pour faire bondir le pouvoir d'achat. Ils ont raison : le pouvoir d'achat des patrons va en faire un gros, de bond.

C'est simple, c'est clair, c'est net ... mais bien faux

"Il n'y aura pas de privatisation d'EDF et Gaz de France. C'est simple, c'est clair et c'est net !" (Nicolas Sarkozy, avril 2004, ministre de l'Economie, qu'il était). Trois ans plus tard, avec le même, mais cette fois dans l'habit du Président, les actionnaires de Suez mettent la paluche sur GDF. La privatisation s'annonce bien juteuse. Nous on paiera le gaz plus cher, eux, ils s'engraissent sans rien faire. Elle est pas belle leur vie ?

Rocard relance le PSU

Ah, il les a fait trembler, les bourgeois, avec son Parti socialiste unifié, Rocard. Rouge sang, le PSU. Bon, c'était pas pour de vrai, juste pour le fun, pour se pousser dans la politique.

De toute façon, il est rangé des bagnoles. Maintenant, il préside une commission. Vous imaginez pas le travail que ça lui fait à ce pauvre Sarko, toutes ces commissions : faut les inventer ! "La place de la France dans le Monde (ou ailleurs)", "La modernisation de ça (ou d'autre chose)", et patate... Une par socialo qui veut trahir, faut se les remuer, les neurones. Et les Verts aussi, ça veut manger. Alors, faut leur en donner une, Monsieur le Président, de commission. Mais, eux, ils font de la politique autrement. Il leur faut un truc vachement important, capital quoi, genre "La vie sexuelle des poux de rosier", sinon, c'est des gens sérieux, ils pourront pas accepter

et pourtant, eux aussi ils en crèvent, de rejoindre Rocard et son nouveau PSU, le Parti sarkozyste unifié.

Trop de fonctionnaires

Y'a trop de fonctionnaires : faut en ratiboiser. Au moins un sur deux. Crac. Tout le gouvernement est d'accord. Le Figaro aussi.

Curieux, pour les élus, ils n'y ont jamais pensé, à en supprimer un seul. Pourtant c'est quoi un élu ? C'est le seul fonctionnaire qui peut rester au plumard au lieu d'aller bosser. Y'a qu'à voir les séances à l'Assemblée : remplies de vide. Ces gonzes, c'est pas un hémicycle qu'il leur faut, c'est un millicycle, un millième de cycle, et encore, il resterait de la place. Et, c'est pas parce qu'ils sont pas là qu'il touchent pas la paye : 5 177,66 euros minimum le député (plus les à côté) de gauche, de droite ou du milieu ! Et les maires, 36 000 qu'ils sont, ils oublient pas de passer à la caisse non plus : pour le bled le plus paumé (moins de 500 âmes) ça fait quand même 632,85 euros par mois. Et ça monte vite : 1 154,02 euros pour le village de 999 clampins, 5 397,83 euros dès que ça dépasse les 100 000 habitants. Avec les cumuls de mandats, les retraites, les frais de bouche et compagnie, ça leur fait quand même une belle vie, aux autres.

